

N°1300

du 14
JANVIER
2020



L'UNION

Bi-hebdomadaire Togolais d'Informations et d'Analyses

ECONOMIE

P.6

Record de projets d'investissement enregistrés en 2019
Faure Gnassingbé réagit : "je suis exalté par cette nouvelle distinction...et nous sommes sur la bonne voie"

FINANCES

P.4

Avec les 35 812 nouveaux bénéficiaires de 2019
Le niveau de l'inclusion financière est passé à 74%

PANIER DE LA MENAGERE

P.6

Sur les principaux marchés de la capitale et Selon les chiffres de l'INSEED
Piments rouges et Appels Togocel stabilisent les prix en décembre 2019
** Le taux d'inflation annuel officiellement établi à 0,7% en 2019*

P. 3 **Présidentielle vingt vingt (22 02 2020)**

SUR UN AIR DE PRÉCAMPAGNE DÉJÀ TRÈS CHAUDE À UNIR

■ **Faure débarque dans la préfecture de Kpélé pendant que ses lieutenants envahissent plusieurs localités dans le pays**



Le Président Faure Gnassingbé saluant la population de Kpélé sortie pour l'accueillir

P.4 Par la signature de l'accord avec le Fonds d'Abou Dhabi pour le Développement

Les 15 millions de dollars pour la centrale solaire de Blitta sont acquis

P.4 Jusqu'ici non envisagée dans les solutions proposées à l'Exécutif

La réhabilitation de l'usine Togotex de Datcha est envisagée

AZIMUTS INFOS

L'histoire des animaux : les soins parentaux il y a 500 millions d'années

Parmi les premiers animaux marins, il y a un demi-milliard d'années, certains couvaient déjà leurs œufs, protégeant ainsi la croissance des embryons. C'est ce qu'ont découvert deux paléontologues en réexaminant, avec des techniques d'imagerie et d'analyse chimique poussées, des fossiles de *Waptia fieldensis*, un petit arthropode ressemblant à une crevette, trouvé il y a un siècle dans les schistes de Burgess, un site fossilifère exceptionnel de l'ouest du Canada.

Les animaux actuels développent une grande variété de stratégies reproductives adaptées à leurs conditions de vie. Certains, comme le krill dont se nourrissent les baleines, libèrent dans le milieu une énorme quantité d'œufs, dont une infime partie seulement aura une chance de conduire à un animal mature. D'autres misent au contraire sur une production beaucoup plus faible associée à des soins parentaux donnant plus de chances de survie à chacun. Jusqu'à présent, on ignorait presque tout des stratégies reproductives des premiers animaux marins, apparus au Cambrien.

Deux paléontologues du Laboratoire de géologie de Lyon : Terre, planètes et environnement (CNRS/Université Claude Bernard Lyon 1/ENS de Lyon), le Musée royal de l'Ontario et l'université de Toronto au Canada ont publié le 17 décembre 2015 dans la revue *Current Biology* un article décrivant des fossiles exceptionnellement bien conservés de *Waptia fieldensis*, un arthropode de 5 à 10 cm de long ressemblant à une crevette actuelle, provenant des schistes de Burgess, en Colombie-Britannique (Canada). Ils ont montré que cet arthropode vieux de 508 millions d'années couvait un petit nombre d'œufs agglutinés sous sa carapace qui, sur son dos, juste derrière la tête, délimitait un milieu protégé des agressions extérieures et bien ventilé. Cela en fait le plus ancien exemple de soins parentaux connu avec certitude.

Des œufs révélés par la microscopie électronique

W. fieldensis possède, comme les décapodes actuels, une carapace recouvrant le céphalothorax, entre les yeux et l'abdomen. Grâce à des techniques d'imagerie et de cartographie d'éléments chimiques, les chercheurs ont caractérisé chez plusieurs spécimens fossiles de *W. fieldensis* des œufs et des embryons, disposés sur une seule couche entre cette carapace et le corps de l'animal. Les œufs couvés étaient relativement gros (jusqu'à 2 mm) et peu nombreux (24 au maximum, parmi les spécimens observés). La microscopie électronique et l'étude des compositions chimiques permettent de distinguer des zones qui pourraient correspondre à la membrane, à l'embryon lui-même, et aux réserves vitellines qui lui permettent de se développer (le "jaune" des œufs de poule). La quantité variable de ces réserves laisse penser que les embryons observés sont à différents stades de développement.

De minuscules arthropodes actuels, de la classe des ostracodes, portent aussi leurs œufs sous une carapace, comme le faisaient déjà leurs ancêtres il y a 450 millions d'années. Ces ostracodes, *W. fieldensis* ou encore *Kunmingella douvillei* (un fossile du célèbre gisement chinois de Chengjiang, daté de 515 millions d'années) ont en commun une carapace enveloppante et protectrice. Il semble donc que cet attribut morphologique ait favorisé le développement d'une stratégie de soin parental chez les arthropodes primitifs.



**Bi-hebdomadaire togolais
d'informations et d'analyses**

Récépissé N°0145/16/02/01/HAAC

Siège: Wuiti - Nkafu

Tél: 22 61 35 29 / 90 05 94 28

e-mail: patrie006@yahoo.fr

Casier N° 60 / M.P.

Impression
Groupe de presse L'Union

Tirage: 2500 exemplaires

Directeur de la Publication
Hugue Eric JOHNSON

Directeur de la Rédaction
Jean AFOLABI

Rédaction
Sylvestre D.
Hervé AGBODAN
Maurille AFERI
Pater LATE
Kossiwa TCHAMDJA
Koffi SOUZA
Alan LAWSON
Abel DJOBO
Tony FEDA

Service photographie
Roland OGOUNDE

Dessin-Caricature
LAWSON Laté

Graphisme
Guillaume BOGLA

Formation

LA CNF organise un atelier de formation au conte

La Commission nationale de la Francophonie Togo (CNF) en collaboration avec la Maison de l'Oralité Gabité, organise une formation intitulée: "Raconte-toi" qui sera animée par Monsieur Marcel Kodjovi Djondo, comédien, conteur, metteur en scène, directeur du Théâtre de l'Accent à Montbéliard (France). La formation se déroulera du 15 au 17 Janvier 2020 au siège de la CNF sis au 65 Rue Kpogan à côté de l'Hôtel Excellence à Tokoin Soted.

Le conte est l'art de la scène qui fait vivre de nombreux acteurs togolais. Bien de comédiens togolais ont entrepris une reconversion professionnelle.

Comédien, conteur, metteur en scène et formateur, Marcel DJONDO est né dans une famille

de prêtres et prêtresses vodou au Togo et a vécu une partie de son enfance au Bénin. Enfant, il passe des heures à écouter les petites histoires des séances de divination Fa. Cette passion du verbe le conduit plus tard à intégrer plusieurs compagnies de théâtre à Lomé. Il entamera alors un travail de recherche sur le conte africain porté à la scène. Parallèlement, il est retenu dans la Troupe du Centre Culturel Français de Lomé avec laquelle il explore le répertoire du théâtre occidental.

Aujourd'hui, Marcel Djondo est comédien, conteur et l'un des responsables de certains projets artistiques de la compagnie Gakokoé avec laquelle il a ouvert un grand chantier depuis l'année 2002 : comment raconter notre vie d'aujourd'hui.



Dans ce chantier, Mohamed Guellati le met en scène en 2004 dans *Les contes africains d'aujourd'hui* qui fut remarqué au Festival Off d'Avignon en 2005. En 2006, son spectacle *Contes de vies ordinaires* est con-

sacré Lauréat du Grand Prix de l'Initiative Sociale et Culturelle aux BIS à Nantes. Depuis 2007, il organise chaque année dans le Pays de Montbéliard et le Territoire de Belfort, La Fête Mondiale du Conte, un grand rendez-vous des amateurs d'histoires et de dépaysement. Avec la compagnie Gakokoé, il s'investit dans un travail de fond avec les habitants des quartiers difficiles du Pays de Montbéliard. Les projets mémoriels se suivent et tissent indéniablement un lien social entre les différentes couches de la population. Ses derniers spectacles *Contes de vies ordinaires* et *Contes africains d'aujourd'hui* ont été écrits à partir d'une collecte de paroles d'habitants.

Festival :

La 1^{ère} édition du Homeland jazz festival a débuté le 12 janvier dernier

La première édition du Festival Homeland Jazz a débuté hier et se déroulera du 12 au 19 janvier à Lomé et Assahoun. L'initiative est portée par Art-Culture-Innovation-Société-Environnement en abrégé Acise. Il est question de rassembler la famille africaine sans discrimination. "Ce festival Homeland Jazz nous permettra de nous retrouver entre Africains. Qu'on vienne de la Guadeloupe, la Martinique ou d'autres îles, nous allons nous retrouver en famille parce que nous sommes tous un", explique Séwa Mensah, le président de Acise.

L'événement connaît la participation de plusieurs artistes venant du Ghana, Niger, Bénin, Mali, Sénégal, Nigéria Togo, Côte d'Ivoire, Burkina Faso, Etats-Unis, Haïti, entre autres.



Deux concerts et des masterclasses sont prévus à l'Institut Français du Togo pour cette première édition. Le Jazz avant d'être une musique, c'est une histoire ; une

histoire tragique. Une tragédie humaine, comme on aimerait qu'elle ne se soit jamais déroulée entre les êtres humains. Le Jazz est un Parcours, qui a une Âme, et un Sens. Le Jazz

émane de la Rencontre dans l'adversité, sur une terre étrangère "prédée": l'Amérique, où le Jazz est né, créé par les Africains hors du Homeland. C'est une expression qui assure le respect de soi, et convie le regard et l'oreille de nous tous à un esthétisme différent du rythme, de l'harmonie, et de la mélodie. Y participent des artistes-musiciens d'exception en provenance des USA, des Caraïbes, de la France et de l'Afrique : Godwin Louis (USA / HAÏTI), Aaron Goldberg (USA), Jhony Keys (USA / HAÏTI), Etienne Charles (TRINIDAD-TOBAGO/USA), Pauline Jean (USA / HAÏTI), Maë Defays (FRANCE / GUADELOUPE), Jean Adagbenon (BENIN), Hawa Boussim (BURKINA-FASO), Patrick Kabré (BURKINA-FASO), Aklama (TOGO)..

Diversité

Pour le réalisateur Steve McQueen, les Bafta négligent les "talents noirs"

Le réalisateur britannique Steve McQueen s'est élevé le 13 janvier dernier contre le manque de diversité au sein des Bafta, les récompenses britanniques du cinéma, accusant l'institution de "négliger" les "talents noirs" et l'appelant à évoluer.

La British Academy of Film and Television Arts (Bafta), qui remet ses prix le 2 février, est critiquée pour n'avoir nommé que des acteurs blancs et aucune femme dans la catégorie du meilleur réalisateur.

Cela s'était déjà produit en 2015 et 2016.

"Les talents britanniques noirs sont beaucoup trop négligés" au Royaume-Uni, a dénoncé Steve McQueen dans le quotidien *The Guardian*, estimant qu'il fallait trop souvent "aller aux États-Unis avant d'être reconnu dans son propre pays".

Si "les Bafta ne soutiennent pas les talents britanniques, si vous ne soutenez pas les gens qui font avancer l'industrie (du cinéma), alors je

ne comprends pas ce que vous faites là", a ajouté le réalisateur noir, dont le film "12 years a slave" avait reçu en 2014 le Bafta et l'Oscar du meilleur film.

La mise en garde de M. McQueen, connu pour être engagé contre le racisme, intervient alors que doivent être révélées lundi les nominations pour les Oscars, autre grande cérémonie de récompenses cinématographiques.

Face aux critiques, les Bafta ont annoncé procéder à "un examen



minutieux et détaillé" de leur système de vote, qui se base pour le moment sur l'avis de quelque 6.500 membres, dont des professionnels de l'industrie cinématographique.

Cinéma

"Les Misérables" de Ladj Ly, aux Oscars dans la catégorie "meilleur film étranger"

Les Misérables, du réalisateur Ladj Ly, est nommé aux Oscars dans la catégorie "meilleur film étranger", lundi 13 janvier. Le long-métrage du réalisateur Ladj Ly raconte l'histoire d'une bavure policière dans la cité de Montfermeil en Seine-Saint-Denis, à travers le destin de "Pento" (Damien Bonnard), un flic qui débarque à la brigade anti-criminalité de Montfermeil et va se retrouver pris dans une situation qui

le dépasse.

Les Misérables, polar social saisissant, a reçu le prix du jury au dernier festival de Cannes. Lors de la remise des prix prévue le 9 février, il sera en compétition avec quatre autres longs métrages : le polonais *La Communion* (Corpus Christi), le macédonien *Honeyland*, l'espagnol *Douleur et gloire* de Pedro Almodovar et le sud-coréen



Parasite, Palme d'or au dernier festival de Cannes.

Présidentielle vingt vingt (22 02 2020)

Sur un air de précampagne déjà très chaude à UNIR

* Faure Gnassingbé débarque dans la préfecture de Kpélé pendant que ses lieutenants envahissent plusieurs localités dans le pays

Late Pater

Pas de répit pour le parti présidentiel à cause des délais très rapprochés entre les élections législatives de décembre 2018, les élections locales de juin 2019 et la présidentielle de février 2020. Plus de week-end sans activités de terrain. Et ça devient déjà très chaud depuis le «oui» du président sortant Faure Gnassingbé à son investiture. A Union pour la République (UNIR), ça s'appelle «garder le contact avec les populations».

Dimanche 12 janvier 2020 à Kpélé-Kponvié dans la préfecture de Kpélé. Faure Gnassingbé était à l'apothéose du tournoi de la coupe de l'union, dans le fief électoral de la présidente de l'Assemblée nationale, Yawa Djigbodi Tsègan. Organisé par les cadres Unir de la préfecture de Kpélé, ce tournoi est placé sous le thème «Union pour une élection apaisée au Togo». Il s'est agi, à travers cette compétition, de réunir toute la population de Kpélé autour des valeurs de vivre-ensemble et de non-violence en période électorale. La grande finale a opposé Gloria sport de Kpélé-Élé à Étoile montante d'Adéta-Zongo. Le match, qui s'est déroulé dans un esprit de fair-play après le coup d'envoi donné par la présidente de l'Assemblée nationale, a vu le sacre de Gloria sport de Kpélé-Élé sur le score de 1 but à 0. Les 18 équipes participantes ont reçu chacune 1 jeu de maillots, un ballon et une enveloppe financière dont 1,5 million de francs pour l'équipe championne et 1 million de francs Cfa pour la deuxième. «Nous



Yawa Djigbodi Tsègan et Faure Gnassingbé à Kpélé-Kponvié

avons vu les joueurs des deux équipes qui se sont donnés à fond. Malheureusement, dans une compétition comme celle-ci, il faut un perdant et un gagnant. Je retiens surtout qu'il y a eu du fair-play, on n'a pas vu d'actes de violence ou répréhensibles. Nous ne sommes pas trop loin de l'élection du président de la fédération, que tout roule bien et que nous continuons à renforcer nos infrastructures sportives, notamment les terrains de football, les maillots, les ballons et que tout cela conduise à de très bonnes performances de l'équipe nationale togolaise et des clubs togolais», a déclaré Faure Essozimna Gnassingbé.

Mme Yawa Djigbodi Tsègan a édifié la jeunesse sur le bien-fondé de la préservation de la paix, et a exhorté la population à cultiver le vivre-ensemble, la tolérance et la non-violence. Elle a, par ailleurs, invité la population de Kpélé à éviter l'abstention et à se rendre massivement aux urnes le 22 février prochain pour voter utile.

Le même jour, Unir Golfe 7 a sen-

sibilisé sur la même non-violence et la paix en période électorale, sur le terrain de l'École primaire publique de Ségbé. «Nous appelons tout le monde à adopter des comportements exemplaires. Faites vôtre, la culture de la non-violence, faites-en un credo quotidien. Inscrivez-vous dans la préservation de la paix et, le moment venu, votez massivement notre champion», a précisé le Délégué communal du Mouvement des Jeunes Unir Golfe 7. «Notre Président, le Distingué militant Faure Essozimna Gnassingbé, est un homme de paix. Ses actes le démontrent suffisamment et nous devons nous inscrire dans cette dynamique. Ne cédon pas à la provocation, gardons le cap de la paix et la victoire sera dans notre camp», a laissé entendre, de son côté, Raymonde Kayi Lawson, la déléguée nationale du Mouvement des Femmes Unir (MFU).

Au même moment, les cadres Unir de Doufelgou à Lomé se réunissaient. La députée Abougnima Molgah a souhaité que tous les fils Nawda œuvrent à la préservation

de la paix au Togo. Kanekatoua Yao, Gilbert Bawara, Noël Koutera Bataka et Gnama Latta se sont succédés pour aborder le scrutin du 22 février. Doufelgou a toujours démontré sa fidélité et sa loyauté au président du parti Unir, Faure Gnassingbé, avec un bon score à tous les scrutins antérieurs. Pour 2020, Doufelgou sera encore sollicité. Pour ce faire il faut que les militants cultivent l'esprit d'humilité, d'objectivité dans le traitement et la divulgation de l'information, leur a-t-on dit. «Nous sommes mobilisés et déterminés à porter le candidat du parti Unir afin de le plébisciter. Nous avons échangé ensemble avec nos frères et sœurs sur les atouts de notre candidat, les comportements et conduites à tenir par chacun de nous avant, pendant et après le scrutin. Conformément aux orientations du président Faure Gnassingbé, il est question qu'ensemble, nous travaillons pour partager les idéaux de paix, la vision du Chef de l'État sur la transformation du Togo et les efforts qui ont été déjà menés par l'ensemble des

acteurs. Toute la préfecture de Doufelgou le soutient afin de lui permettre d'achever le travail qu'il a commencé, pour le développement de notre pays. Nous sommes rassurés et convaincus de la mobilisation de cet après-midi», a déclaré le ministre Noël Koutera Bataka. D'autres rencontres sont prévues afin de mieux définir les stratégies pour une bonne campagne qui balisera le terrain à leur champion pour se faire élire au premier tour, a-t-on conclu.

Samedi 11 janvier 2020 à Elavagnon, chef-lieu de la préfecture de l'Est-Mono. Le Mouvement des Jeunes Unir (MJU) est allé présenter ses vœux. Le Mouvement des Jeunes Unir est aussi sur le terrain à travers des activités de sensibilisation et de mobilisation en vue de la victoire du candidat Faure Essozimna Gnassingbé au premier tour de l'élection présidentielle du 22 février 2020, dit-il.

La section communale du parti Union pour la République (Unir) d'Agoè-Nyivé 1 a été animée par les conseillers municipaux, les ca-

dres et les militants. Autour du thème «La non-violence, le vivre-ensemble, avant, pendant et après les échéances électorales». Ici aussi, on a voulu promouvoir les valeurs de tolérance et de paix au sein de la population en cette période électorale. Badagbon Mathieu, le secrétaire préfectoral du parti, a invité les militants Unir à ne pas céder aux provocations des adversaires. «A travers cette formation, nous attendons des militants des comportements qui puissent amener à la sauvegarde de la paix, du vivre-ensemble. Chacun veut que son candidat gagne lors des élections et cela crée beaucoup d'incompréhensions, mais, nous à UNIR, nous avons des valeurs, notamment l'humilité, la compréhension, l'acceptation de l'autre. Nous devons être des modèles pour la société», a déclaré le secrétaire de base Unir Agoè-Nyivé zone 5, Oloudé Koffi.

Plusieurs autres localités ont bougé aux sons et castagnettes de UNIR durant tout le week-end passé.

Dans la droite ligne de la réhabilitation de la route Lomé-Cotonou-Phase I Le Projet cumule deux audits financiers et comptables en 2020

Late Pater

Au terme de cette année 2020, la première phase du Projet de réhabilitation de la route Lomé-Cotonou et de facilitation du transport sur le corridor Abidan-Lagos veut clarifier certains usages liés à ces pratiques financières et comptables. Du côté du Bénin – lié au Togo par le même projet, sur un fonds de la Banque africaine de développement (Bad, bras financier du projet), il va être recherché les services d'un cabinet prévus au titre de ce contrat comprennent l'audit financier et comptable. L'objectif de l'audit des Etats Financiers du Projet (EFP), affirme la Banque, est de permettre à l'auditeur d'exprimer une opinion professionnelle indépendante sur la situation financière du projet à la fin de chaque exercice fiscal et s'assurer que les ressources mises à la disposition du Projet sont utilisées aux fins pour lesquelles elles ont été octroyées en vue de l'atteinte de l'objectif de développement du Projet. Les prestations sont annuelles et couvriront deux (02) exercices budgétaires (2018 et 2019) ainsi que l'audit de clôture. Celles relatives à l'exercice 2018 devront s'achever avant septembre 2020 et celles relatives à l'exercice 2019 au plus tard à fin décembre 2020. Les prestations démarreront courant le 3^{ème} trimestre 2020, indique la Banque africaine de développement, qui attend les expressions d'intérêt le 23 janvier 2020 au plus tard.

Pour la Banque africaine de développement (Bad), le corridor entre Lomé et Cotonou, qu'elle finance entièrement à hauteur de 109 millions de dollars, par le biais du Fonds africain de développement (Fad), est la solution pour désengorger le trafic routier et répondre aux problèmes de transport routiers. A la jonction des frontières Sanvee-Condji/Hillah-Condji, on observe depuis quelque moment des travaux de construction du corridor juxtaposé entre les deux pays voisins d'Afrique de l'Ouest. Ce projet structurant en Afrique de l'Ouest de la phase 1 du Projet a un seul objectif : unifier les procédures de contrôle aux points de passage frontaliers en ce qui concerne les personnes, les marchandises et les moyens de transport.

Les travaux sont aux trois quarts achevés, l'ouvrage devrait être livré en mars 2020, indiquent les services compétents de la Bad. Le site a vu sortir de terre un bloc administratif (bâtiment de deux niveaux), une zone d'inspection des camions, un vaste entrepôt des douanes, cinq blocs sanitaires, des salles de contrôle pont bascule et scanner et un bâtiment de service-incendie pour accueillir une équipe de sapeurs-pompiers. A l'extérieur ont été créés une zone de contrôle pour les piétons, un parc animalier et un local de contrôle vétérinaire, un abri pour les conducteurs de poids lourds, un abri pour piétons, des voies et parkings pour camion-

nettes ainsi qu'un réseau d'alimentation et de distribution d'énergie électrique, d'eau et de téléphone.

«Il est prévu l'interconnectivité des systèmes douaniers, aussi les formalités douanières et d'immigration se feront dans un seul bâtiment, où vont cohabiter les services frontaliers togolais et béninois. Le temps de transit pour les voyageurs sera de courte durée et l'insécurité ne sera qu'un vieux souvenir», indique Georges Bohoussou, responsable du bureau-pays de la banque au Togo. «Le niveau d'avancement de chaque secteur du chantier a dépassé 60%. Tous les travaux sont donc en phase d'achèvement afin de permettre une livraison dans les délais. Après, il va falloir mener la deuxième phase du projet qui porte sur la protection côtière», rappelle Dabilgou Wend-Lassida, directeur des travaux de construction.

En effet, la phase 2 du Projet de réhabilitation de la route Lomé-Cotonou, approuvée en 2016, porte sur l'aménagement, en 4 voies, du tronçon routier Ayépozo-Aného, du côté togolais, long de 30 kilomètres. Sa réalisation permettra de compléter le chaînon manquant sur la portion togolaise du corridor. Il comprend la construction de 28 épis et le rechargement en sable des côtes togolaises et béninoises ainsi que l'équipement du poste de contrôle juxtaposé. La Banque africaine de développement devrait contribuer au projet à hauteur de 188 millions de dollars.

Les populations de Kpélé sous le charme de Faure Gnassingbé

Grande était l'ambiance sur le terrain de foot du village de Kpélé-Kponvié. Grande joie des populations de Kpélé-Kponvié et des villages environnants pour la finale du tournoi de l'Union mais aussi par la présence des hautes personnalités qui ont foulé le sol de la localité. En tête d'affiche Faure Gnassingbé qui a surpris plus d'un en assistant à cette rencontre qui a rassemblé les fils et filles de la préfecture. Le tour de piste du Président de la république, secondé par la présidente de l'Assemblée nationale Dzigbodi Yawa Tsègan, marraine et initiatrice du tournoi, saluant chacun des spectateurs qui s'étaient massés autour de l'air de jeu se passe de tout commentaire. Pour la première fois, beaucoup de natifs de Kpélé ont vu le chef de l'Etat de leurs propres yeux et les plus chanceux lui ont serré la main. «C'est incroyable, je viens de serrer la main à Faurevi Vodoua. Je n'oublierai Jamais», a déclaré dame Yawa, les yeux pleins d'étoiles. Kossigan, conducteur de Taxi moto ne dira pas le

contraire, lui qui maintes fois, a fait le déplacement de Lomé lors des manifestations nationales comme le 27 Avril mais n'a jamais eu l'occasion de serrer la main du Président de la République. «Tout arrive à point nommé à celui qui sait attendre. Je ne suis pas allé à Rome voir le Pape, mais c'est lui qui est venu à moi. Dieu soit loué», a-t-il dit, un brin de trémolo dans sa voix, remerciant la présidente de l'Assemblée nationale d'avoir réussi cette prouesse de leur amener le Président de la République. Quant à la jeune Assana, venue de la ville d'Adéta, elle n'a pas eu le courage de tendre sa main, elle avait tout simplement peur.

La venue de Faure Gnassingbé a été vue comme un signe par l'un des responsables de Gloria Sport de Kpélé Elé, l'une des équipes finalistes. Pour lui, il n'est pas possible que son équipe ne puisse pas remporter le tournoi pour prendre le trophée des mains du Président de la république. «A mon âge (70 ans, Ndlr), ce que je suis entrain de voir cet après-midi ne se repro-

duira plus jamais, du moins de mon vivant. Et donc, nous ferons tout pour être sur la photo avec le Président. Et sa prière a été exaucée quand son équipe a scoré à quelques minutes de la fin du match. Il est resté sans voix au moment où le chef de l'Etat remettait le trophée à son capitaine. «Je te l'avais dit, je te l'avais dit», ne cessait-il de répéter ajoutant que nul ne peut imaginer la joie qui l'étreignait en ce moment. L'annonce des récompenses aux équipes finalistes (1 500 000 FCFA pour le vainqueur, 1 000 000 FCFA pour le vaincu et des enveloppes aux 16 autres équipes participantes) a décuplé la liesse populaire faite de chants Akpéssé.

Le moment de venu de se séparer, c'était dans une ferveur que les populations ont dit au revoir à leur hôte d'un après-midi, chacun, en ce qui le concerne, gardant une photo ou une vidéo prise par son smartphone. Surement qu'ils en parlent encore, de la visite de Faure Gnassingbé à Kponvié et dans le Kpélé.

Jusqu'ici non envisagée dans les solutions proposées à l'Exécutif

La réhabilitation de l'usine Togotex de Datcha est envisagée

Late Pater

C'est par une visite guidée sur les installations de l'ancienne usine textile de Datcha, le 9 janvier 2020, que le ministre du Commerce, de l'industrie, du développement du secteur privé et de la promotion de la consommation locale, Kodjo Adédzè, a voulu, d'abord, s'enquérir de l'état du site laissé à l'abandon et, ensuite, informer la population et les autorités locales des dispositions qui sont en train d'être prises pour la réhabilitation de cet ancien fleuron du textile togolais. Et ce, dans le cadre de la mise en application du Plan national de développement (PND 2018-2022) qui ambitionne de réhabiliter un certain nombre d'industries. «*Le Chef de l'Etat a donné des instructions pour que des mesures soient prises afin que l'industrie textile, qui employait beaucoup de main d'œuvre, puisse retrouver sa valeur d'antan au Togo. Nos directions techniques travaillent sur les dossiers et il est de bon ton que nous-mêmes, en tant qu'autorité, nous puissions faire le déplacement pour voir dans quel état se trouve l'usine et réfléchir aux différents investisseurs qui se sont intéressés par la reprise de ce site*», a-t-il indiqué.

La solution de réhabilitation de Togotex (nom donné à l'ancienne usine textile de Datcha) n'était pas inscrite dans le plan de départ. Et pour preuve, de septembre à novembre 2012, le Gouvernement était reparti sur les traces des usines textiles de Datcha et de Kara. Fermées depuis 2000, suite au départ des partenaires de Togotex international, ces usines de Datcha et de Kara ont fait l'objet d'un exposé en novembre 2014. Un bureau d'ingénierie industrielle ayant été recruté par le ministère de l'Economie et des finances pour une mission d'évaluation technique, financière et environnementale des deux usines. Objectif : inventorier toute l'infrastructure de production, dresser la liste des équipements récupérables et non récupérables, estimer les valeurs résiduelles des machines et des bâtiments récupérables. Le diagnostic physique avait révélé que l'outil de production ne peut plus être remis en état de fonctionnement et que l'essentiel des équipements est à mettre à la casse. «*Il ressort du rapport établi aux termes de l'évaluation technique, financière et environnementale des usines de Datcha et de Kara que les machines de filature, de tricotage, de tissage, de teinture de dessin et de confection remontant aux années 1960 sont vétustes et dans un état de dégradation avancée. Elles sont obsolètes et ne sont donc plus en état de fonctionner. Sur la base de ce constat, plusieurs options sont proposées. Il s'agit, entre autres, de la vente des machines en pièces détachées, la location ou la cession des bâtiments par appel d'offre, ainsi que la liquidation des deux unités*», avait indiqué un communiqué officiel.

Et selon le document consulté par

L'UNION, il s'agit, en fait, d'une série de solutions définitives proposées à l'Exécutif : (i) les machines des deux usines peuvent être vendues en pièces détachées ; un commissaire-priseur à sélectionner va évaluer et vendre la ferraille des machines et équipements non récupérables ; le montant de la vente aux enchères peut servir à payer les arriérés de salaires et indemnités de licenciement des personnels des usines de Datcha et de Kara. (ii) Les bâtiments servant de logement peuvent être cédés par appel d'offres à des opérateurs privés pour une mise en valeur ou loués avec les sites. (iii) Les cinquante machines à coudre, qui s'y trouvent, peuvent être cédées à un centre social de couture. (iv) Les cinq tours et fraiseuses utilisables de l'usine de Datcha peuvent servir à une unité mixte de formation et de perfectionnement professionnels ; cette unité à mettre en place devrait être gérée par des privés afin de supporter à terme ses charges de fonctionnement ; elle accueillerait les jeunes sortis des centres de formation technique en vue de leur perfectionnement et leur insertion efficace dans la vie active. (v) Les trois groupes électrogènes et les trois transformateurs peuvent être cédés, à titre onéreux, à la Compagnie énergie électrique du Togo (CEET). (vi) Le mini-barrage d'alimentation d'eau de l'usine de Datcha, construit sur le fleuve Amoutchou, est hors d'usage et mérite d'être réhabilité pour les besoins des populations locales. (vii) La liquidation des deux unités permettra de régler définitivement le problème de leurs personnels qui demeure pendant.



Le ministre Kodjo Adédzè sur le site de l'usine Togotex

Le site de l'usine de Datcha couvre une superficie de 30 hectares. Il comprend des bâtiments servant à la production, au stockage, à l'administration, à la sécurité et aux logements du staff et du personnel. Les arriérés de salaires et d'indemnités de licenciement accumulés de 1999 à 2001 s'élevaient à 529.555.700 francs Cfa. Ce montant doit être réévalué aujourd'hui, avec l'actualisation des données. Il était aussi dit que, à Datcha, les bâtiments en béton étaient encore solides et exploitables. La valeur résiduelle des équipements (machines-outils dont machines à coudre, tours,

fraiseuses, groupes électrogènes, etc.) et des bâtiments récupérables, y compris celle du terrain, était estimée à près de 1,388 milliard de francs Cfa par l'expertise. Au premier semestre 2017, l'Inspection générale des finances y a aussi mené une mission d'investigation sur les ressources humaines de l'ex-Togotex international. L'histoire renseigne que l'industrie textile togolaise de Datcha – la plus importante usine textile du Togo (plus de 1000 employés) – est construite par les Allemands en 1962. Après le départ des Allemands en 1980 et des Coréens en 1987, la société a été reprise par les Chinois qui lui ont changé de dénomination, devenue Togotex international, pour transformer en tissu le coton biologique cultivé au Togo. Elle est implantée à Datcha, commune voisine d'Atakpamé, avec un site secondaire à Kara et la Direction à Lomé. En octobre 1999, il est annoncé officiellement aux travailleurs la fin des négociations entre le gouvernement et leur employeur (le groupe chinois CHA) à Paris le 1^{er} septembre 1999 et la prise à 100% des actifs de la

société par l'Etat togolais. Mais les activités industrielles ont définitivement cessé le 31 mai 2001. La suite, ce sont des batailles judiciaires à la suite des cas de suppressions de postes suivies de licenciements jugés «abusifs». Des syndicats ont crié en août 2011. Et dans un mémorandum en janvier 2012, ils ont parlé d'un «abandon notoire de l'Etat togolais» après que Togotex ait fermé ses portes «sans aucune note de service portant licenciement, laissant ainsi ses 450 travailleurs dans la rue, sans paiement des arriérés de salaire déjà cumulés à 120 mois en 2009, ni de droits de licenciement, ni des mesures d'accompagnement et autres avances».

A noter qu'il existe encore dans ce qui reste de l'usine textile de Datcha (150 km au nord de Lomé) des objets dangereux comme des produits chimiques utilisés pour transformer les tissus. Le gouvernement promet de procéder, dans un futur proche, à une destruction de ces produits en vue de garantir un environnement sain aux populations riveraines.

La solution de réhabilitation de Togotex (nom donné à l'ancienne usine textile de Datcha) n'était pas inscrite dans le plan de départ. Et pour preuve, de septembre à novembre 2012, le Gouvernement était reparti sur les traces des usines textiles de Datcha et de Kara. Fermées depuis 2000, suite au départ des partenaires de Togotex international, ces usines de Datcha et de Kara ont fait l'objet d'un exposé en novembre 2014. Un bureau d'ingénierie industrielle ayant été recruté par le ministère de l'Economie et des finances pour une mission d'évaluation technique, financière et environnementale des deux usines. Objectif : inventorier toute l'infrastructure de production, dresser la liste des équipements récupérables et non récupérables, estimer les valeurs résiduelles des machines et des bâtiments récupérables. Le diagnostic physique avait révélé que l'outil de production ne peut plus être remis en état de fonctionnement et que l'essentiel des équipements est à mettre à la casse. «*Il ressort du rapport établi aux termes de l'évaluation technique, financière et environnementale des usines de Datcha et de Kara que les machines de filature, de tricotage, de tissage, de teinture de dessin et de confection remontant aux années 1960 sont vétustes et dans un état de dégradation avancée. Elles sont obsolètes et ne sont donc plus en état de fonctionner. Sur la base de ce constat, plusieurs options sont proposées. Il s'agit, entre autres, de la vente des machines en pièces détachées, la location ou la cession des bâtiments par appel d'offre, ainsi que la liquidation des deux unités*», avait indiqué un communiqué officiel.

Et selon le document consulté par

Par la signature de l'accord avec le Fonds d'Abou Dhabi pour le Développement

Les 15 millions de dollars pour la centrale solaire de Blitta sont acquis

Late Pater

Le Fonds d'Abou Dhabi pour le Développement (FADD), la principale entité nationale d'aide au développement économique, a signé, ce dimanche 12 janvier 2020, trois accords de prêt d'une valeur de 33 millions de dollars avec les gouvernements du Togo, du Niger et de Libéria. Les accords ont été signés à Abou Dhabi lors de la 10^{ème} session de l'Agence internationale pour les énergies renouvelables (IRENA). Au bénéfice du Togo, le directeur général du FADD, Mohamed Seif Al-Suwaidi, a signé l'accord de prêt détaillant les conditions de financement avec le ministre togolais de l'Economie et des finances, Sani Yaya. En présence de deux autres ministres que sont Dédèriwè Aaby-Bidamon des Mines et des énergies et Cina Lawson des Postes, de l'économie numérique et des innovations technologiques.

Le capital doit être canalisé vers trois projets d'énergie renouvelable dans les trois pays d'Afrique de l'ouest dans le cadre de la facilité de projet IRENA/ADFD. 15 millions de dollars sont affectés au projet photovoltaïque solaire de Blitta d'une puissance de 30 MW au Togo.

S'exprimant sur les projets d'énergies alternatives, Mohamed Al-Suwaidi a déclaré : «*Le FADD est ravi de soutenir les gouvernements du Togo, du Niger et du Libéria dans la réalisation de leurs priorités nationales et de faire avancer des alternatives énergétiques propres qui s'alignent sur les objectifs de développement durable des Nations Unies*». Il a ajouté : «*bénéficiant à plus de 750 000 ménages, les trois entreprises d'énergie*

renouvelable aideront à stimuler la croissance économique à long terme, à créer des opportunités d'emploi, à améliorer la résilience climatique et à garantir l'accès à l'électricité dans les petits villages situés loin des réseaux électriques centralisés».

Pour sa part, le ministre Sani Yaya a salué les efforts du FADD pour soutenir des projets de développement durable au Togo et dans le monde en développement. Soulignant les avantages du projet solaire photovoltaïque de Blitta, l'officiel togolais a ajouté que l'électricité produite alimentera le réseau national et alimentera 700 petites et moyennes entreprises et environ 600 000 ménages. Sans oublier les 120 emplois directs et indirects en vue.

En juillet 2019, une délégation du FADD et de l'IRENA a séjourné au Togo afin d'évaluer le projet et de confirmer les informations soumises. Avec les 15 millions de dollars, il s'agit d'un financement partiel car, en décembre 2019 à Dakar, à la 115^{ème} session ordinaire de son Conseil d'administration, la Banque ouest africaine de développement (Boad) a décidé d'octroyer une enveloppe de sept milliards de francs Cfa pour la construction, l'exploitation, la maintenance de la centrale photovoltaïque de Blitta, près de 270 km au nord de Lomé (centre du pays), et la réalisation de ses ouvrages d'évacuation. Initialement prévu pour être construit à Dapaong, le projet a été transféré à Blitta, en raison de l'indisponibilité de la ligne d'évacuation. Les installations de ladite centrale seront transférées à l'Etat en fin de concession, après 25 ans d'exploitation.

A terme, il s'agira d'une centrale solaire photovoltaïque de 50 MW, à construire en deux phases : une première phase de 30 MW sera mise en service à la mi-2020 et une seconde de 20 MW suivra 12 mois plus tard.

A rappeler qu'en 2013, le FADD a engagé 350 millions de dollars dans la facilité de projet IRENA/ADFD sur sept cycles de financement pour soutenir des projets d'énergie renouvelable dans les pays en développement membres de l'IRENA. Depuis sa création en 1971, le FADD a financé des projets de développement dans 94 pays, dont 40 pays africains, par le



Echange des documents entre Sani Yaya et Mohamed Seif Al-Suwaidi

biais de prêts concessionnels, de subventions gouvernementales et d'investissements. Le FADD a également investi dans huit entreprises

et deux fonds de capital-investissement pour dynamiser une variété de secteurs sur le continent africain.

Avec les 35 812 nouveaux bénéficiaires de 2019

Le niveau de l'inclusion financière est passé à 74%

Le Fonds national de la finance inclusive (FNFI) a enregistré 35 812 nouveaux bénéficiaires en 2019. C'est ce que révèle son bilan chiffré de 2019, récemment rendu public. Le même bilan annonce 32 087 autres bénéficiaires qui ont été renouvelés. Le Fonds indique aussi qu'au cours de l'année 2019, 87 milliards de francs Cfa ont été accordés à plus d'un million de bénéficiaires pour un taux de remboursement moyen de 93%.

En 2019, deux nouveaux produits ont été lancés : le produit Accompagnement à la formalisation et le produit Refinancement direct auprès des partenaires de services financiers.

Selon le Secrétariat d'Etat chargé de l'inclusion financière et du secteur informel, ces résultats positifs ont contribué à renforcer le niveau d'inclusion financière au Togo. Lequel

niveau est passé de 50% en 2014 à 74% en 2019.

Pour le seul mois d'août 2019, on renseignait que 1, 201 milliard de francs Cfa ont été débloqués au profit de 8.714 hommes et femmes motivés par le désir de se lancer dans des activités génératrices de revenus. En plus, 5.603 personnes avaient pu renouveler leurs crédits et 17 promoteurs ont été satisfaits. Ce qui portait le montant total débloqué, du 1^{er} janvier au 31 août 2019, à 3, 824 milliards de francs Cfa en faveur de 28.225 nouveaux bénéficiaires. On y ajoutait 25.648 renouvellements et 44 promoteurs dans le cadre du Projet national de promotion de l'entrepreneuriat rural (PNPER). En août, le taux de remboursement était établi à 92,87% pour 475.443 millions de francs Cfa recouvrés.

Officiellement lancé le 25 janvier



N'Dassim Tchitchabalo Songai, DG du FNFI

2014, le FNFI est créé pour aider ou accompagner les personnes vulnérables exclues des services financiers classiques que sont les femmes, les hommes, les jeunes, les paysans, les artisans.

FOOTBALL/

Faure Gnassingbé : "...renforcer nos infrastructures sportives"

Le président de la République a émis le vœu que les élections du Comité exécutif de la Fédération Togolaise de Football se déroulent dans les meilleures conditions afin que priorité soit donnée au renforcement des infrastructures sportives et à la performance de l'équipe nationale togolaise.

Hervé A.

Alors qu'il venait d'assister, dimanche, à la finale de la Coupe de l'Union qui opposait à Kpélé Kponvi Gloria Sport de Kpélé Olé et Étoile Islamique de Zongo, le Chef de l'Etat Faure Gnassingbé n'a pas manqué de coller à l'actualité du football qui élira un nouveau comité exécutif, le 25 janvier 2020 à Kara au cours de son congrès ordinaire électif.

"Nous ne sommes pas loin de l'élection du représentant de la FTF. Que tout se déroule bien et que nous continuions à renforcer nos infrastructures sportives et que tout cela conduise à de très bonnes performances de l'équipe nationale togolaise", a-t-il déclaré.

Candidat à sa propre succession, le Col Kossi AKPOVY n'aura pas d'adversaires après le retrait de la candidature de la liste " Notre football " dirigé par Hervé Piza. Depuis son élection à la tête de la FTF en 2016, le Col. Kossi AKPOVY tente de redresser une fédération qui a connu bien de crises au sortir de sa participation à la phase finale de la Coupe du monde de la FIFA, Allemagne 2006.

Après avoir dans un premier temps fait reprendre les championnats des première, deuxième et troisième divisions et le football féminin, la FTF a eu bien de difficultés pour renouer avec le football de base. Les championnats de jeunes ont toujours du mal à trouver leur place en raison de manque de financements conséquents.

Mais qu'à cela ne tienne, après les



compétitions, priorité a été donnée aux infrastructures sportives. " Tout y est prioritaire dans notre football mais il nous a fallu faire des choix. Nous avons choisi après la relance des compétitions, de mettre l'accent sur nos infrastructures sportives ".

Depuis, la Fédération Togolaise de Football et le Gouvernement tentent de mutualiser leurs efforts pour doter le pays d'infrastructures sportives. Entre-temps, le stade de Kégué, rénové grâce à la coopération sino-togolaise, a été réceptionné. Mais il n'est pas toujours aux normes de la FIFA. Pour y arriver, il lui faut entre autres, un terrain d'entraînement, équiper les bureaux des officiels, les vestiaires des joueurs et des arbitres, les infirmeries et la salle antidopage, sans oublier la pose des siè-

ges sur l'ensemble des tribunes et de la dotation du stade d'un groupe électrogène qui doit être la source d'énergie principale les jours de match.

Parallèlement, la FTF met de son côté un accent sur les terrains de compétitions nationales. " Nos sélections nationales ne seront viables que si le football à la base est bien organisé sur des infrastructures de qualité. C'est en ce sens que nous avons soumis et obtenu de la FIFA les projets de pose pelouses synthétiques sur les stades d'Atakpamé, de Sokodé et de Kara. Ces villes à forte densité humaine sont des viviers potentiels pour la pratique du football. D'autres villes accueilleront dans un avenir très proche d'autres pelouses synthétiques ", avait expli-

qué le Col. Kossi AKPOVY au démarrage des travaux de pose des pelouses.

On se souvient que lors de sa visite au Togo en janvier 2019, Gianni Infantino, le président de la FIFA avait déploré le manque d'infrastructures sportives dans notre pays. " Un pays comme le Togo ne peut pas ne pas avoir un stade aux normes ", a lancé le président de la FIFA, avant de renchérir, " si un pays veut avoir du succès au plan international, il doit avoir des infrastructures modernes, et un stade de football est tout un symbole. Quand l'équipe nationale joue, ce n'est plus comme il y a quelques années que ça intéresse seulement le pays, mais les yeux du monde sont sur le pays ".

Une médaillée olympique fait défection

Mauvaise nouvelle pour le sport iranien. La seule médaillée olympique du pays, la taekwondiste Kimia Alizadeh, a annoncé avoir quitté définitivement l'Iran. S'exprimant sur son compte Instagram, la jeune femme a expliqué son exil par son dégoût du régime politique.

" Je fais partie des millions de femmes opprimées en Iran avec qui ils jouent depuis des années, a-t-elle écrit. J'ai porté tout ce qu'ils m'ont dit de porter. J'ai répété tout ce qu'ils m'ont ordonné de dire. Mais eux, ils ont mis mes médailles au crédit du respect du voile obligatoire. Aucune de nous n'a d'importance pour eux. "

Kimia Alizadeh a décroché la médaille de bronze aux Jeux de Rio 2016. L'athlète iranienne n'a pas voulu révéler où elle se trouvait depuis son départ d'Iran, mais elle a précisé : " Personne ne m'a invitée en Europe. "

L'agence de presse semi-officielle Isna croit savoir que l'athlète aurait émigré aux Pays-Bas. Elle suggère également qu'elle aurait le projet de participer aux Jeux de Tokyo 2020 pour un autre pays.

Harry Kane absent jusqu'en avril

Le capitaine de l'Angleterre Harry Kane, qui souffre d'une déchirure derrière la cuisse gauche, va devoir subir une opération qui va l'éloigner des terrains jusqu'en avril, a annoncé jeudi son club de Tottenham.

"Après évaluation de notre équipe médicale, nous confirmons que Harry Kane va subir une opération pour soigner une déchirure musculaire de la cuisse gauche", a affirmé le club londonien dans un communiqué. La reprise de Kane est donc envisagée à deux mois de l'Euro (12 juin au 12 juillet).

La perte du buteur, qui a marqué 27 buts en 31 matches pour Tottenham et l'Angleterre cette saison, est un énorme coup dur pour le club londonien avant notamment la double confrontation en 8e de finale de Ligue des champions contre Leipzig (19 février et 10 mars).

Les Spurs, actuellement 6e de Premier League, devront aussi faire sans leur buteur phare lors de nombreuses affiches contre de grosses équipes anglaises: Liverpool (1er du classement, 11 janvier), Manchester City (3e, 2 février), Chelsea (4e, 22 février) et Manchester United (5e, 14 mars).

Kane, qui avait été le meilleur buteur des qualifications à l'Euro avec 12 réalisations en 8 matches, manquera enfin les matches de préparation des Three Lions contre l'Italie et le Danemark en mars.

Tentative de cambriolage chez Marquinhos

Une nouvelle tentative de cambriolage a eu lieu chez un joueur du PSG. Après Eric Choupo-Moting, Thiago Silva, Daniel Alves et Layvin Kurzawa, c'est Marquinhos qui vient d'être ciblé. La demeure du joueur, implantée au Vésinet (Yvelines), a été le théâtre d'une intrusion, dimanche, alors que le défenseur parisien se trouvait sur la pelouse du Parc des Princes pour y affronter Monaco (3-3).

C'est un agent de sécurité, employé à la surveillance du domicile du joueur brésilien, qui a alerté la police vers 21 heures, après avoir aperçu quatre inconnus encagoulés dans le jardin de la propriété de Marquinhos. Se sachant repérés, les quatre intrus ont aussitôt pris la fuite par l'arrière de la maison. Une patrouille de police s'est rendue sur les lieux afin de tenter d'interpeller les suspects. En vain.

Selon les premières constatations, aucune trace d'effraction n'a été constatée. Informé, le parquet de Versailles a ouvert une enquête. " Les investigations sont en cours pour tenter d'identifier ces cambrioleurs, confie une source proche de l'affaire. Maintenant, savaient-ils qu'ils étaient chez Marquinhos ? Rien ne permet de l'affirmer. Il peut aussi bien s'agir de voleurs opportunistes qui ont déjà agi sur ce secteur. "

DEVELOPPEMENT

Le sport comme moyen d'éducation et vecteur de cohésion sociale

L'ambassadeur de France au Togo, Marc Vizio, accompagné d'une délégation de l'Agence Française de Développement (AFD), a visité le mercredi 8 janvier à Kouvé, le projet "MiLéDou" porté par l'association " Leading Youth, Sport and Development " (LYSD).

L'objectif de "MiLéDou", qui veut

non seulement de donner aux jeunes bénéficiaires l'accès à une activité extrascolaire, mais également de cultiver et de promouvoir des règles de vie sociale basées sur le vivre ensemble, afin de favoriser leur intégration communautaire ", précise le communiqué de presse de l'ambassade de France.

Formés et outillés, les éducateurs

le projet "MiLéDou" créera des espaces ludiques et des activités épanouissantes pour les jeunes, apportant ainsi une dynamique positive dans les communautés des localités bénéficiaires.

Initié en 2013, le projet a été financé par la France à travers les subventions du ministère des Affai-

res étrangères français, de la fondation Robert Abdessalam et de la fondation EDF. Fin 2019, il a été sélectionné pour bénéficier d'un financement à hauteur de 40 000 euros par l'AMP. A ce jour, l'AFD accompagne l'AMP avec un appui financier de 1,4 million d'euros visant à financer de micro-projets, dont "MiLéDou".

OLYMPISME

Trois nouveaux membres admis au CIO

Le CIO compte trois nouveaux membres depuis vendredi 10 janvier. Trois hommes. Sans la moindre surprise, la 135ème session de l'organisation olympique, réunie à Lausanne, a entériné l'entrée des présidents du comité national olympique, de la Fédération internationale de tennis (ITF), et de son homologue de la FIFA.

Yasuhiro Yamashita, champion olympique de judo en 1984 en toutes catégories, a été le mieux élu du trio. Le président du comité national olympique a obtenu 74 voix pour, une seule contre et 3 abstentions. David Haggerty de la Fédération internationale de tennis a recueilli 70 voix pour, 4 contre et 4 abstentions.

Gianni Infantino de la FIFA, enfin, a été élu avec un score moins large : 63 pour, 13 contre et 3 abstentions.

A la sortie de la session, David Haggerty s'est avoué " très ému " par cette distinction. Gianni Infantino a assuré qu'il servait déjà le football, mais qu'il allait désormais également " servir le sport ".

Plus tard Thomas Bach a expliqué que l'élection de Yasuhiro Yamashita assurait au Japon de conserver sa place et son influence dans le mouvement olympique, après la démission forcée de Tsunekazu Takeda, soupçonné d'avoir été impliqué dans un présumé achat de voix lors de l'attribution à Tokyo des Jeux de 2020.

L'entrée de David Haggerty ra-



mène à trois le nombre de membres américains au CIO, descendu à seulement deux après le départ de Larry Probst, l'ex président du comité national olympique et paralympique (USOPC).

Enfin, l'élection de Gianni Infantino permet à la FIFA de retrouver un siège à Lausanne, laissé vacant depuis le retrait de Sepp Blatter. Avec ces trois nouveaux entrants, le CIO compte désormais 101 membres.



dire " on est ensemble " en Mina, est de proposer à chaque enfant, à travers l'organisation d'évènements sportifs (entraînements et compétitions de basketball) et culturels (cours et spectacles de danse), un cadre structurant ainsi qu'un accompagnement individualisé grâce aux éducateurs formés à cet effet.

" En choisissant le sport et la culture comme moyen de rassemblement, le projet "MiLéDou" permet

jouent quant à eux un rôle de mentor et veillent à sensibiliser les enfants sur des sujets divers liés notamment à l'environnement ou à l'égalité homme-femme, et la santé sexuelle et reproductive. "MiLéDou" offre également la possibilité aux jeunes les plus méritants d'accéder à des bourses d'études et des stages de formations.

Prévu pour être déployé sur deux saisons (2019-2020 et 2020-2021),

Sur les principaux marchés de la capitale / Selon les chiffres de l'INSEED

Piments rouges et Appels Togocel stabilisent les prix en décembre 2019

*** Le taux d'inflation annuel officiellement établi à 0,7% en 2019.**

Jean AFOLABI

Décembre 2019, le niveau général des prix à la consommation s'est quasiment stabilisé, après avoir connu une hausse de 1,0% le mois précédent. Cette stabilité est due, d'une part, à la hausse des prix des fonctions de consommation «Produits alimentaires et boissons non alcoolisées» (+0,9%) ; «Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles» (+1,1%) ; «Transports» (+0,6%), «Tabac et stupéfiants» (+0,6%) et «Santé» (+0,1%) et, d'autre part, à la baisse des prix des fonctions de consommation «Communication» (-8,4%) et «Restaurants et Hôtels» (-0,1%).

Pour la fonction de consommation «Produits alimentaires et boissons non alcoolisées», d'après l'Institut national de la Statistique et des études économiques et démographiques (Inseed), sa hausse est soutenue par les postes suivants : «Autres produits frais de mer ou de fleuve» (+16,5%) ; «Céréales non transformées» (+2,2%) ; «Sel, épices, sauces et produits alimentaires non déclarés ailleurs» (+6,5%) ; «Tubercules et plantain» (+6,1%) ; «Mouton chèvre» (+5,3%) ; «Poisons et autres produits séchés ou fumés» (+1,5%) ; «Légumes frais en feuilles» (+3,5%) ; «Huiles» (+2,9%) ; «Agrumes» (+3,7%) ; «Volaille» (+1,9%) ; «Bœuf» (+0,8%) ; «Farines, semoules et gruaux» (+3,4%) ; «Boissons non alcoolisées artisanales» (+4,5%) ; «Beurre, margarine» (+2,0%) et «Boissons non alcoolisées industrielles» (+0,1%). La hausse observée au niveau des fonctions de consommation «Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles» et «Transports» est due respectivement aux postes «Combustibles solides et autres» (+6,7%) ; «Services d'entretien et de réparations courantes» (+5,2%) et «Cycle, motocycle et véhicule à traction animale» (+4,1%). S'agissant des fonctions de consommation «Tabac et stupéfiants» et «Santé» leur hausse est portée respectivement par les postes «Vin et boissons fermentées» (+3,5%) ; «Bière» (+0,5%) et «Produits médicaux divers» (+0,03%).

Les postes dont l'évolution des prix a contribué à la baisse des prix des fonctions de consommation «Communication» et «Restaurants et Hôtels» sont respectivement «Communication téléphonique 1» (-9,4%) et «Restaurants, cafés et établissements similaires» (-0,1%).

Les produits en hausse de prix

Les produits dont les prix ont grimpé en décembre 2019 sont entre autres : «Aglinvi momou (Crabes frais)» (+17,3%) ; «Boulou momou (Crevettes fraîches)» (+8,3%) ; «Maïs séché en grains crus vendu au grand bol» (+7,7%) ; «Riz local longs grains vendu au petit bol» (+4,2%) ; «Piment rouge frais» (+31,6%) ; «Gboyébessé (Piment vert)» (+19,7%) ; «Gingembre frais» (+6,2%) ; «Piment

rouge sec» (+4,3%) ; «Sel de cuisine gros cristaux» (+2%) ; «Piment rouge sec en poudre» (+0,3%) ; «Igname» (+7,9%) ; «Patate douce fraîche» (+0,1%) ; «Viande fraîche de mouton au kg» (+5,8%) ; «Viande fraîche de chèvre au kg» (+5,3%) ; «Manvi fumé (Hareng)» (+3,0%) ; «Carpe frite à l'huile rouge» (+2,7%) ; «Doèvi (Anchois) fumé» (+2,3%) ; «Akpala (Chinchard) fumé» (+2,2%) ; «Doèvi (Anchois) frit» (+1,9%) ; «Choux vert» (+30%) ; «Haricot vert» (+28,1%) ; «Adémè» (+10,3%) ; «Gboman» (+7,6%) ; «Zomi (Huile de palme traditionnelle)» (+4,6%) ; «Huile végétale (Nioto)» (+2,1%) ; «Citrons» (+8,2%) ; «Pamplemousse» (+6,1%) ; «Oranges locales» (+2,8%) ; «Poulet local vivant» (+8%) ; «Poulet vivant de chair» (+6,7%) ; «Pintade locale vivante» (+5,6%) ; «Ailes de poulet congelé» (+0,5%) ; «Viande de bœuf sans os au kg» (+1,8%) ; «Viande de bœuf avec os au kg» (+0,5%) ; «Ablo» (+12,2%) ; «Mawoè (Maïs en pâte)» (+6,6%) ; «Couscous de blé» (+1,8%) ; «Jus de bissape» (+6%) ; «Jus de citron» (+5,1%) ; «Liha sucré» (+3,6%) ; «Beurre frais en vrac» (+10,3%) ; «Boisson gazéifiée au tonic (Schewepes)» (+0,9%) ; «Charbon de bois» (+7,5%) ; «Vélo de ville pour homme (Phoenix)» (+6,5%) ; «Tchoukoutou local artisanal» (+3,4%) ; «Bière locale ordinaire» (+0,6%) et «Mercurochrome» (+0,1%).

Les produits en baisse de prix

Les prix ayant enregistré une baisse se rapportent entre autres aux produits : «Appel Zone 3 (Togocel vers France)» (-35,2%) ; «Appel Heure creuse Togocel» (-36,2%) ; «Appel Operateur 1» (-37,3%) ; «Appel Heure normale Togocel» (-37,3%) ; «Appel Operateur 2» (-37,7%) ; «Appel Zone 2 (Togocel vers Ghana)» (-38,8%) ; «Appel Zone 1 (Togocel vers Bénin)» (-38,9%) ; «Plat de fufu + sauce viande» (-0,6%) et «Riz + sauce viande» (-0,7%).

Calculé hors produits alimentaires, le niveau général des prix a enregistré une baisse de 0,4% sur le plan national. L'inflation sous-jacente (variation mensuelle de l'indice hors énergie, hors produits frais) a régressé de 0,5% selon les chiffres statistiques. Cependant, note l'Inseed, le niveau des prix des «produits frais» (1,7%) et celui des produits énergétiques (1,4%) ont enregistré une hausse. Au regard de la provenance, les prix des produits locaux ont augmenté de 0,1% tandis que ceux des produits importés sont pratiquement restés constants (-0,01%). Du point de vue de la classification sectorielle, la stabilité du niveau général des prix est due à la hausse des prix des produits des secteurs secondaire (+0,7%) et primaire (+0,2%) amortie par la baisse des prix du secteur tertiaire (-1,7%). Pour ce qui est de la durabilité, la stabilité observée provient de la hausse des prix des «produits non durables» (+0,7%) et des «produits durables» (+0,4%) atténuée par le recul des prix des «services» (-



1,7%).

En évolution trimestrielle

Le niveau des prix du mois de décembre 2019, comparé à celui du mois de septembre 2019 (évolution trimestrielle) a connu une hausse de 0,8% essentiellement sous l'effet de la progression des prix des produits des fonctions de consommation «Produits alimentaires et boissons non alcoolisées» (+1,7%) ; «Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles» (+1,5%) ; «Restaurants et Hôtels» (+0,5%) ; «Enseignement» (+3,0%) ; «Biens et services divers» (+0,6%) et «Santé» (+0,2%). Par contre, les prix des fonctions de consommation suivantes ont baissé dans les proportions comme ci-après : «Communication» (-1,4%) ; «Transports» (-0,5%) ; «Articles d'habillement et chaussures» (-0,05%) ; «Tabac et stupéfiants» (-0,2%) et «Meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer» (-0,1%).

Du point de vue des nomenclatures secondaires et par rapport à l'état des produits, la hausse du niveau général des prix en variation trimestrielle est à mettre à l'actif des prix des produits de l'«Energie» (+1,4%), des «Produits frais» (+2%) et des produits «Hors Energie et Produits frais» (+0,3%). Au regard de la provenance, cette variation trimestrielle s'explique essentiellement par l'augmentation des prix des produits locaux (+1,2%). L'évolution trimestrielle du niveau général des prix est induite, du point de vue de la durabilité, par la hausse des prix des produits «Non durable» (+1,2%) et des «services» (+0,3%). Les variations respectives des prix des produits des secteurs secondaire (+0,8%), primaire (1,3%) et tertiaire (0,3%) ont contribué à la hausse trimestrielle du niveau général des prix.

En glissement annuel

En glissement annuel (par rapport à décembre 2018), le niveau général des prix a connu une diminution de 0,3% due à la baisse des prix des fonctions de consommation «Produits alimentaires et boissons non alcoolisées» (-3,2%) et «Communication» (-6,2%). A l'opposé, les prix des fonctions de consommation «Restaurants et Hôtels» (+1,7%) ; «Transports» (+2,1%) ; «Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles» (+1,3%) ; «Articles d'habillement et chaussures» (+1,5%) ; «Meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer» (+3,5%) ; «Enseignement» (+4,7%) ; «Biens et services di-

vers» (+2,0%) ; «Santé» (+1,3%) ; «Tabac et stupéfiants» (+2,2%) et «Loisirs et culture» (+0,4%) ont progressé.

Record de projets d'investissement enregistrés en 2019

Faure Gnassingbé réagit : «je suis exalté par cette nouvelle distinction...et nous sommes sur la bonne voie»

Jean AFOLABI

La bonne nouvelle a fait réagir le président togolais sur le réseau twitter. «Je suis exalté par cette nouvelle distinction qui fait de notre pays le meilleur performeur africain en termes de promotion d'investissements. Cette gratification renforce notre croyance que nous sommes sur la bonne voie avec de nombreuses réformes entreprises afin d'assurer la prospérité et le développement inclusif de notre pays», a écrit Faure Gnassingbé, quelques instants après la révélation de FDI Intelligence, un service spécialisé du Financial Times dédié au décryptage de la mondialisation de l'industrie et l'investissement direct étranger (IDE).

Selon cette publication, le Togo a enregistré 11 projets durant les 11 premiers mois de 2019, comparés à seulement 2 projets annoncés pour toute l'année 2018. Il s'agit de la plus forte croissance du nombre de projets à travers tous les pays africains,

Quant aux nomenclatures secondaires et par rapport à l'état des produits, la baisse constatée par les statistiques en glissement annuel est la conséquence de la diminution des prix des produits frais (-3,9%). Au regard de la provenance, cette évolution annuelle s'explique par la baisse des prix à la fois des produits «locaux» (-0,5%) et «importés» (-0,6%). Quant à la durabilité, la baisse du niveau général des prix sur le plan national a été influencée par la diminution des prix des produits «Non durables» (-1,1%) et «Durables» (-0,4%). En ce qui con-

cerne les secteurs de production, la régression du niveau général découle de la décroissance des prix des produits du secteur «primaire» (-4,9%) atténuée par le renchérissement des produits du secteur «secondaire» (+0,2%) et «tertiaire» (+0,4%).

Le taux d'inflation calculé sur la base des indices moyens des douze derniers mois au niveau national, s'est établi à 0,7% contre 0,9% en novembre 2019. Ainsi, le taux d'inflation de l'année 2019 calculé à partir des indices nationaux base 2014 est de 0,7% conclut l'Inseed.

et une amélioration du marché après quatre années d'accalmie depuis le dernier pic de 7 projets en 2013. Entre janvier et novembre 2019, le Togo a été également le plus performant en Afrique sur des projets d'investissement par rapport à sa part du PIB nominal du continent. Il a attiré 6,7 fois ce qui pourrait être attendu de la taille de son économie.

Le Togo se place devant le Rwanda et le Sénégal, respectivement deuxième et troisième en Afrique, attirant 5,9 et 3,4 fois le montant des IDE par rapport à la taille de leurs économies. Selon le site FDI Intelligence, les projets d'investissement annoncés au Togo se sont aussi situés à 2,24 milliards de dollars sur les 11 premiers mois de 2019, plaçant le pays au septième rang des 54 pays africains sur la période.

Le gros de ce record d'investissement provient de méga projets annoncés par le groupe nigérian Dangote, un conglomérat avec des intérêts dans des industries, notamment du ciment, du sucre, de l'huile

et du gaz. La firme envisage l'établissement d'une unité de traitement de phosphate, attendue pour créer 2 500 emplois. Le groupe Dangote a également annoncé des plans d'investissement de 60 millions de dollars pour l'installation d'une fabrique de ciment dans la capitale togolaise. Plusieurs autres projets notables comprennent le contrat de 33,5 millions de dollars avec AMEA Power d'Arabie Saoudite pour la construction d'un parc solaire à Blitta.

Le pays a gagné 40 places, au 97^{ème} sur 190 nations dans le Rapport Doing Business de la Banque mondiale 2020, suite à l'implémentation des réformes. Le petit pays ouest africain était ainsi parmi le Top 10 des meilleurs réformateurs de l'année, après des réformes significatives dans les domaines de création d'entreprise, d'enregistrement de propriété et d'accès au crédit. La cote de crédit de Standard & Poor's pour le Togo est de B en juin 2019, avec des perspectives stables.

Arrivé au terme de sa mise en œuvre / Ministère du Développement à la base...

Le PAEIJ-SP à la recherche de meilleurs marchés pour ses bénéficiaires

Le Projet d'appui à l'employabilité et à l'insertion des jeunes dans les Secteurs porteurs (PAEIJ-SP) est un projet de l'Etat Togolais initié par le ministère du Développement à la base, de l'artisanat, de la jeunesse et de l'emploi des Jeunes (MDBAJEJ). Il est conjointement financé par le Groupe de la Banque Africaine de Développement (BAD) et l'Etat togolais. Officiellement, il répond à la préoccupation de l'emploi des jeunes au Togo et promeut l'entrepreneuriat dans les secteurs porteurs, notamment le secteur agricole. Il a une durée de 5 ans et a démarré en 2016. Il couvre tout le territoire national avec un accent particulier sur les régions les plus pauvres notamment les régions des savanes, Centrale et Plateaux. Il prendra fin en 2020.

Arrivé au terme des cinq (5) années de sa mise en œuvre, le Projet

veut accompagner les PME/PMI bénéficiaires, et leur captiver des marchés sur le plan national, sous-régional et international. Aussi, sur un don de la Banque africaine de développement, il est actuellement recherché les services d'un consultant individuel. Sa responsabilité sera de : a) réaliser le diagnostic du système actuel de marketing et communication mis en place par les entreprises bénéficiaires du PAEIJ-SP et ressortir les atouts et les goulots d'étranglements ; b) identifier les besoins en renforcement de capacité des PME/PMI sur le marketing et la communication des produits des chaînes de valeur ; c) élaborer un programme d'accompagnement des PME/PMI pour un meilleur positionnement de leurs produits sur le marché et le faire valider par le coordonnateur du pool de consultants et

l'UGP PAEIJ-SP ; d) sélectionner les thèmes de formation pertinents sur le marketing et la commercialisation et élaborer les matériels didactiques ; e) faire valider ces matériels didactiques par le coordonnateur du pool de consultants et l'UGP PAEIJ-SP.

Le consultant aura pour d'autres tâches de : f) organiser sur le plan matériel et logistique la formation en collaboration avec les PME/PMI et le coordonnateur du pool de consultants ; g) former les PME/PMI (les responsables, les agents commerciaux, les primo-entrepreneurs distributeurs, etc. sur les thématiques retenues ; h) appuyer chaque PME/PMI à élaborer ou à actualiser son plan marketing et commercialisation ; i) accompagner chaque PME/PMI dans la mise en œuvre de son plan marketing et commercialisation

(suite à la page 7)

Le commerce de petit Kola

Etonam Sossou

La vente du petit Kola, n'est pas une activité dérisoire comme d'aucuns le pense. En ce vendredi 10 janvier 2020, au carrefour Adidogomé Douane II est environ 18h. Ça grouille de véhicules, parmi lesquels les bus, les taxis, les mototaxis pour ne citer que ceux-là. Dans ce climat d'embouteillage, il

devient difficile de se frayer un passage. Un vendeur ambulant, avec son sac à dos et son plateau à la main, profite de l'ambiance pour prospecter du petit Kola. Il accoste piétons, passagers chauffeurs de véhicule et toutes les autres personnes qu'il rencontre sur son passage. Il emploie un slogan connu de tous « petit Kola 100Fcfa seulement bon pour la santé », lance-t-il aux poten-

tiels clients. Il le fait avec insistance et suscite en ces derniers la volonté d'achat. Il prend très rapidement l'argent, donne la marchandise, et continue son travail, tout en récitant à chaque fois son fameux slogan.

A quelques kilomètres de là, au lieu-dit Limousine, la vente du petit kola va bon train. Deux jeunes hommes d'une quinzaine environ, prospectent dans les bars du coin. C'est

plutôt une activité rentable, car les bénéfices sont considérables. Djemad, un jeune vendeur, a fait de cela sa principale activité et trouve satisfaction : « Je suis très heureux de ce que je fais car ça me rend autonome et responsable. En plus de subvenir à mes besoins, j'aide de temps à autre mes petits frères cadets. En vendant 4 à 100Fcfa pour les plus petits, 3 pour les moins gros

et 2 pour les plus gros, je réalise une recette qui varie entre 6000 FCFA et 10 000Fcfa par jour. Et un bénéfice de 3000fcfa à 5000fcfa en fonction de la recette », explique-t-il.

Raku, un autre vendeur plus âgé que le précédent, vend uniquement 4 fois par semaine. Elève en classe de seconde A4 au lycée Adidogomé2, il vend le Mercredi entre 15h et 20h, le Vendredi entre 16h et 20h. Durant le weekend, il travaille à longueur de journée. C'est ainsi qu'il peut s'acheter vêtements, chaussures et tous ceux dont il a besoin. Le gain n'est pas aussi minable : « J'épargne environ 2000f par jour », dit-il. Des difficultés cependant, sont énormes à surmonter : « Je suis élève et ce n'est pas facile d'avoir la marchandise tout le temps. Je suis obligé de m'approvisionner à Atikpodji chaque samedi et si ça fini en semaine, je ne pourrais pas boycotter les cours pour aller au marché » se désolé-t-il. L'absence de la petite monnaie est l'un des enjeux majeurs dont font face tous les vendeurs de petit kola. Toutefois ils parviennent à tirer leur épingle du jeu.

Les raisons de consommer du petit Kola

Si le commerce du petit kola se porte très bien, les consommateurs ont de



bonnes raisons de l'acheter. Les hommes, les femmes et même les jeunes, ont chacun un motif de consommer du petit kola : « Ça me rend plus actif et plus résistant au lit. En plus ça m'évite la fatigue après un éventuel rapport sexuel. J'en consomme régulièrement avec de la Guiness. Bref c'est mon viagra » explique un jeune, d'une trentaine environ. Les femmes le consomment pour des pathologies liées à l'abdomen « Malgré son gout amer, je le consomme régulièrement pour éviter le mal de ventre durant ma Période de menstruation. En plus, lorsque je mange du haricot farde ou tout autre aliment susceptible de me nuire, je mâche un à de petit Kola pour me débarrasser de toute malaise » raconte Paulette, une consommatrice fidèle du petit kola.

Santé

Les faux médicaments tuent en Afrique

200 milliards de dollars, c'est le marché des faux médicaments dans le monde et le continent africain avec un marché estimé à 45 milliards et l'un des continents les plus touchés, ainsi les médicaments faux ou falsifiés font 100 000 milles morts chaque année en Afrique. En 2013 L'OMD (l'Organisation mondiale des douanes) et l'IRCAM (l'institut international de recherche anti-contrefaçon de médicament), en partenariat avec les douanes, publie les résultats de l'Opération Biyela sur vingt-trois (23) pays africains avec la confiscation de 550 millions de faux médicaments et en 2016, une saisie records de 113 millions de faux médicaments avec une destination pour 35 % d'entre eux, le Nigéria, porte d'entrée du continent. Plus globalement, l'Afrique subsaharienne subit l'importation et la consommation de faux médicaments et concentre 42% des importations de médicaments falsifiés, favorisées par la pauvreté des populations et l'absence d'organisme de santé contrôlés.

En Afrique, L'assurance maladie ne couvre pas toute la population, beaucoup ont recours à des médicaments vendus dans la rue et les boutiques, avec des produits moitié prix de ceux vendus en officines, ils sont utilisés sans contrôle de leurs efficacités et dangers, les principes actifs sont soit sous dosés, où la molécule a été remplacée par une autre. Mais ces traitements comme les antipaludiques, médicament de première nécessité en Afrique, font plus de 120 000 mille décès sur des

enfants avant leurs 5ème année.

La Chine et l'Inde, Les pays producteurs des faux médicaments

La Chine, l'Inde et le Nigeria sont les principaux pays importateurs et producteurs de faux médicaments soit l'équivalent de 10% du marché mondial, avec des produits les plus contrefaits et les plus porteurs que sont les antipaludéens, anti-inflammatoires, antibiotiques et analgésiques. La majorité des produits meurtriers sont introduit par mer, certains pays produisent à l'intérieur du continent, ils bénéficient de la porosité des états africains avec des milliers de point d'entrées. La répression sur le trafic des « faux médicaments » à l'inverse des stupéfiants, reste très faible, en effet les autorités et les différentes justices des pays africains, ne leur appliquent qu'une réprimande en contrefaçon, le trafic est très rentable. Ainsi, la frontière entre les médicaments génériques et la contrefaçon est très mince, trop mince pour en faire des exemples. Avec un marché à 45 milliards pour 2020, lié à l'évolution démographique et au renforcement des assurances et des remboursements, le trafic de faux médicaments sur le continent africain, faute de sanctions, augmentera ainsi que la mortalité et pour l'économie et pour exemple la Côte d'Ivoire, une perte de 60 millions d'euros sur l'économie du secteur pharmaceutique.

La riposte des états africains et de l'Union Européenne

Le Kenya a réalisé un partenariat avec la MEDS (Mission for Essential

Drugs and Supplies) et US Pharmacopeial Convention, des organismes américains qui créent les standards des produits pharmaceutiques et qui sont suivis par 140 pays. L'objectif est d'offrir une visibilité et une viabilité sur la consommation des médicaments. Et pour renforcer sa législation, le Kenya c'est doté d'une loi en contrefaçon depuis 2011. D'autres initiatives kenyanes, avec les nouvelles technologies, viennent en appui des consommateurs, ainsi en 2018 une application permet d'identifier les médicaments autorisés à être vendus au Kenya.

La traçabilité des « bons » médicaments est en plein essor avec hologrammes sur les boîtes, code-barres.. Depuis 2013 » Le système mondial de surveillance et de suivi des produits médicaux de qualité inférieure ou falsifiés « a été créé pour les Etats voulant y adhérer, actuellement 113 pays y sont formés à la détection des faux médicaments. L'union Européenne est aussi présente, avec la directive sur la circulation des produits médicaux » falsifiés », la « chasse aux faux médicaments » un fléau mondial.

Les majors pharmaceutiques misent sur l'Afrique

Les grands groupes pharmaceutiques sont déjà présents sur les deux plus gros marchés mondiaux que sont la Chine et l'Inde qui représentent près de la moitié de la population mondiale, l'Afrique avec son premier (1) milliard d'habitant d'ici à 2050 représente le futur marché à conquérir de la planète. En vingt ans

(20), la consommation de médicaments a été multipliée par 5, cela veut dire que le continent africain a besoin soins et de médicaments, d'où l'intérêt des majors pharmaceutiques. Le groupe français Sanofi présent sur 78 pays, dont 6 en Afrique a inauguré son plus gros complexe de production en Algérie fin 2018, le groupe renforce sa présence en Afrique et participe à la lutte contre les faux médicaments. En 2008 Sanofi lançait » le laboratoire central d'analyse de contrefaçon à Tours » ce qui lui permet d'être à la pointe de la recherche en contrefaçon.

Loterie Nationale Togolaise

COMMENTAIRE DU TIRAGE N°576 de LOTO KADOO du 03 Janvier 2020

La LONATO a procédé vendredi dernier à son siège au 577^e tirage de LOTO KADOO.

Le vendredi précédent, ce sont des gagnants de lots intermédiaires, c'est-à-dire des lots de moins de 1.000.000F CFA, qui ont été enregistrés dans les villes au pays

La remise des lots se fera à LOME au siège de la LONATO et à l'intérieur dans les agences régionales.

AVEC LOTO KADOO TOUS LES VENDREDIS, UNE AUTRE FAÇONS DE DEVENIR RICHE ! BONNE CHANCE A TOUS !!!

LOTO KADOO

Résultats du tirage N°577 de LOTO KADOO du 10 Janvier 2019

Numéro de base

11 60 38 82 62 50 89

Numéros bonus

LOTO SAM

COMMENTAIRE DU TIRAGE N°132 DE LOTO Sam du 04 Janvier 2020

Le tirage N°133 du LOTO Sam a eu lieu samedi 11 Janvier 2020 et a fait naturellement des heureux gagnants.

Lors du précédent tirage de LOTO Sam, C'est à LOME que la LONATO a enregistré des gagnants de gros lots. Dans les autres villes du pays, de nombreux parieurs ont remporté de lots intermédiaires, c'est-à-dire des lots de moins de 1.000.000F CFA.

Dans la capitale, nous avons recensé un gros lot de 1.000.000F CFA qui a fait le bonheur d'un parieur qui a tenté leur chance auprès des opérateurs 70027.

La remise des lots se fera à Lomé au siège de la LONATO et à l'intérieur du pays dans les agences régionales.

Résultats du tirage N°133 de LOTO SAM du 11 Janvier 2020

Numéro de base

50 63 52 90 07

Arrivé au terme de sa mise en œuvre / Ministère du Développement à la base...

Le PAEIJ-SP à la recherche de meilleurs marchés pour ses bénéficiaires

(suite de la page 6)

(coaching, mise en relation, information, formation, facilitation de démarches ou formalités, etc.) ; j) évaluer les résultats de l'accompagnement à mi-parcours (pour faire des ajustements) et en fin de mission (pour appréhender les effets ; k) élaborer les rapports circonstanciés, les rapports d'étape selon une périodicité trimestrielle et le rapport de fin de mission à soumettre au coordonnateur du pool des consultants puis à l'UGP après adoption.

Le projet a pour objectif de contribuer à créer les conditions d'une croissance économique plus inclusive à travers le renforcement de l'employabilité des jeunes et la promotion de l'entrepreneuriat dans les secteurs porteurs. Il vise la création,

selon le ministère du Développement à la base, de 19 600 emplois à l'horizon 2020 et cible les filières maïs, manioc, soja, petits ruminants et volailles. Il se met en œuvre à travers l'approche chaîne de valeur agricole (de la production à la consommation en passant par la transformation et la commercialisation) et le développement de clusters agro-industriels (concentration ou regroupement de producteurs, d'agro entrepreneurs et de prestataires de services d'appui qui sont engagés et interconnectés dans le même sous-secteur et construisent des réseaux d'affaires e valeur pour relever les défis communs). 1 200 jeunes de 18 à 45 ans dont 30% de femmes et 1000 groupements de petits producteurs / éleveurs et 200 femmes issues des vil-

lages vulnérables bénéficieront des services non-financiers et financiers, afin de créer et gérer leurs entreprises et de fournir des biens et services aux autres acteurs du cluster (un cluster est composé au moins d'une entreprise structurante, des producteurs agricoles et de jeunes entreprises à créer dans les maillons amont et aval).

Le projet entend apporter une réponse conjoncturelle aux besoins d'insertion des jeunes via un appui à l'entrepreneuriat en particulier dans les chaînes de valeur agricole. Un appui spécifique aux populations vulnérables issues des villages vulnérables et enclavés sera apporté afin de les connecter à la dynamique économique que le projet entend impulser en zone rurale.



Nos Meilleurs Vœux

La LONATO vous remercie de votre confiance et vous présente ses vœux de bonheur, de chance et de réussite pour l'année 2020.

Bonne et heureuse année 2020

LES LOTS AUX GAGNANTS, LE BENEFICE A LA NATION TOUTE ENTIERE

2470 , Avenue de la chance / B.P. 895 Lomé - TOGO / Tél: + (228) 22 53 57 00

Fax: +(228) 22 51 35 08 / Email: lonato@lonato.tg